

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 6 (1980)

Heft: 3

Artikel: Les paysans : contours d'une catégorie sociologique

Autor: Arnold, Peter

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814473>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES PAYSANS

Contours d'une catégorie sociologique

Peter Arnold

Département de sociologie, Faculté des S.E.S.,
Université de Genève, 1211 Genève 4, Suisse.

Ce texte est conçu comme une sorte de prolégomènes¹ à un rapport présentant les données essentielles d'une recherche menée parmi les planteurs baoulé de la région de Bocanda et Daoukro (Côte d'Ivoire). Ces planteurs cultivent d'une part l'igname, le taro, des légumes (gombos, courges) et des condiments pour leurs besoins d'autosubsistance, d'autre part le café, le cacao, le riz pluvial et le coton pour le marché. La surface des exploitations dépasse rarement 7 ha.

L'enquête sur le terrain se déroula entre mars 1975 et août 1976.

Le rapport procède à l'anatomie des effets apparents de la production marchande dans une société paysanne. Aux prolégomènes échoit la tâche d'expliquer la portée exacte du terme "paysan". On leur reprochera avec raison un certain syncrétisme et l'aspect un peu "survol des problèmes". Mais il s'agit d'un essai dont la seule ambition est de tâter les contours d'une catégorie sociologique au potentiel riche et prometteur.

1. LES TYPES DE PRODUCTEURS AGRICOLES

Dans ce document, il sera question de paysans. Les paysans forment une *catégorie sociologique* de producteurs agricoles irréductible à d'autres catégories. Il s'agit dans ces pages d'en tracer les contours systématiques.

Le choix du terme "paysan" ne relève pas de la nostalgie d'une idylle de vie bucolique, encore moins du regret de quelque "paradis perdu". Le mot n'a pas non plus la connotation péjorative qu'il a souvent dans la langue courante. Il s'impose par sa simplicité et son double enracinement dans le langage populaire et la tradition scientifique.

C'est à l'anthropologie culturelle anglo-saxonne que nous devons le découpage typologique de base qui, malgré son abstraction et son évolutionnisme un peu rudimentaire, garde une valeur heuristique et didactique certaine. Cette typologie distingue les *paysans* (peasants) des *cultivateurs archaïques* (tribesmen, primitive agriculturalists) d'une part, des *entrepreneurs agricoles* (farmers, agricultural entrepreneurs) d'autre part (Wolf 1966 : 2, Saul/Woods 1971 : 103)².

Le critère de distinction peut être culturel, politique ou économique. Mais il a toujours trait au degré et à la nature des échanges avec le monde extérieur.

¹ Micro-Robert : *Prolégomènes* 1° Ample préface 2° Principes élémentaires à l'étude d'une question.

² Voir en outre Kröber (1948), Foster (1953), Redfield (1956), Dalton (1972), et pour l'Afrique Fallers (1961), Dalton (1964).

Les cultivateurs archaïques vivent dans une société où la vie rurale est le seul mode d'existence. La division entre ville et campagne est inexistante, les ruraux ne forment pas une strate distincte de la population. Dans le cas idéal, les clans ou groupes similaires vivent en autarcie politique et culturelle, les échanges économiques marchands — quand ils existent — ne se font qu'occasionnellement et entre membres de groupes différents.

Les paysans apparaissent avec la *première grande division sociale du travail*, la division entre ville et campagne. Proportionnellement, les ruraux constituent toujours la grande majorité de la population, ils possèdent leur propre style de vie et une culture distincte de la culture urbaine, mais politiquement ils subissent la domination d'un pouvoir "extérieur" qui, le plus souvent, a son siège dans la ville et qui prélève des redevances. Une partie des récoltes est vendue sur le marché urbain, mais les paysans gardent une grande autonomie économique, notamment en ce qui concerne la production des subsistances. La spécialisation est encore faible, la polyculture de règle. Aussi longtemps que l'artisanat urbain n'est pas remplacé par la manufacture ou l'industrie, la production citadine ne peut guère concurrencer l'artisanat rural exercé par les paysans pendant la morte saison ou par des artisans itinérants. La domination des villes sur les campagnes reste alors limitée, d'autant plus qu'il manque l'infrastructure des communications et des échanges nécessaire pour "pénétrer" le monde paysan. La structure des besoins et les comportements économiques de ce monde cadrent mal avec les axiomes du "homo oeconomicus".

Les entrepreneurs agricoles forment un groupe professionnel et un groupe de pression politique parmi d'autres dans une société industrialisée et urbanisée, groupe qui ne se signale plus par un mode de vie particulier. Ils vendent la totalité de leur production sur le marché où ils acquièrent en échange leurs moyens de subsistance, ce qui les soumet entièrement à la rationalité des lois du marché.

Définis dans ce sens, on trouve des paysans dans le monde entier. Mais alors qu'en Europe, on annonce simultanément l'ère post-industrielle et "la fin des paysans" (Mendras, 1967), on assiste ailleurs, et notamment dans le tiers monde, à une "*paysannisation*" progressive de populations rurales encore largement autarciques il y a à peine quelques décennies. Cependant, ce mouvement se fait sous le signe d'une très forte dépendance de ces nouvelles sociétés paysannes par rapport à l'environnement social dominé par la production industrielle, la concentration croissante du pouvoir économique et un appareil étatique centralisé doté de moyens de coercition puissants. Ce sont des "paysans purs" que ce mouvement appelle à l'existence, des paysans fermement rattachés au marché mondial, mais constamment menacés de paupérisation, de perte de leur autonomie, de *déracinement*. L'explosion démographique des villes du tiers monde en témoigne éloquemment.

En Afrique occidentale, la colonisation a sonné le glas des économies tribales autarciques. Il n'y a plus de peuplades auto-subsistantes. Les "réduits" intacts de structures sociales et systèmes symboliques ancestraux font désormais figure d'anachronisme scientifique. L'économie monétaire a pénétré tous les recoins du sub-continent. La production de marchandises fait, à des degrés divers, partie intégrante et régulière de la vie économique de tous les systèmes culturels : agriculture, pastora-

lisme, cueillette, pêche, etc. Partout, l'emprise du pouvoir d'une administration et d'un gouvernement central est sensible. Dans la plupart des pays, la proportion de la population urbaine est supérieure à 10%, dans certains (comme en Côte d'Ivoire) elle dépasse le quart. Mais, les entreprises agricoles complètement intégrées dans le système marchand sont également rares³. Il s'agit généralement d'exploitations qui dépendent de l'administration publique ou de services para-étatiques, parfois de grands propriétaires absenteïstes qui possèdent encore d'autres ressources économiques. Certes, dans quelques pays, la gamme de stratification des exploitations agricoles est étendue. Mais par un ensemble de traits typés, bien des gros propriétaires agricoles se rapprochent beaucoup plus des paysans que des entrepreneurs. Pélissier eut raison d'écrire :

“L'Afrique occidentale tout entière est une immense paysannerie” (1966 : 1).

Mais qu'est-ce qui fait l'originalité du monde paysan ? Elle se dessine autour de trois dimensions structurives qui forment les éléments principaux de la catégorie : village, communauté domestique, marché.

2. LE VILLAGE PAYSAN

On imagine souvent les sociétés paysannes comme une agrégation de groupements domestiques. Il y a là une erreur d'approche analogue à celle de nos manuels d'économie politique qui édifient leur théorie à partir de l'entrepreneur ou du consommateur *individuels*. Cette supposition possède quelque cohérence logique dans une société dominée par le principe marchand⁴, elle est pour le moins hautement contestable dans une société paysanne. Bien qu'analytiquement distincts, village et communauté domestique y forment une paire conceptuelle inséparable. Georgescu-Roegen est allé jusqu'à dire :

“There are incontrovertible reasons, I submit, why the village community constitutes the analytical atom in the phenomenal domain of peasant sociology” (1965 : 205).

Cependant, il convient de préciser les termes employés. Le village ne désigne pas ici, du moins pas dans un premier temps, une agglomération intermédiaire entre le hameau et le bourg, bien que ce type de localité se retrouve fréquemment dans les sociétés paysannes. Mais l'habitat dispersé, les fermes isolées, les “home-steads” individuels y sont également répandus. Le village est une *unité territoriale significative* qui s'oppose à d'autres villages, unité qui, pour les pouvoirs politiques, peut prendre la forme d'une commune, pour les autorités religieuses, celle d'une paroisse. C'est dans ce sens que le village est un élément structurant de première importance pour la société paysanne. Vers l'intérieur, il règle les relations entre communautés domestiques. Vers l'extérieur, il constitue le mode privilégié d'insertion dans un ensemble

³ Mais leur poids économique est souvent considérable.

⁴ L'échange marchand ne fait-il pas abstraction du milieu social respectif dans lequel s'insèrent les partenaires de l'échange pour les réduire à leur pure *individualité formelle* et a-personnelle d'“échangeurs” de marchandises ?

social englobant, mais aussi de distinction au sein de lui. C'est ce double caractère d'intégration dans et de différenciation par rapport à une société englobante (qui se réalisent principalement à travers l'appartenance villageoise) qui permet à Kröber de dire des paysans qu'ils

“... constitute part-societies with part-cultures” (1948 : 284).

Par le mode d'appartenance et par le soubassement “matériel” des relations intra-villageoises, le village paysan diffère à la fois du village “moderne” et du village archaïque. Dans la société industrielle, le village est avant tout un domicile, un lieu de résidence (qu'on change d'ailleurs fréquemment, tant la mobilité spatiale et la néo-localité font partie intégrante de cette société). Il tend de moins en moins à être l'endroit où l'on gagne son pain, et les agriculteurs y sont souvent minoritaires. Les biens communaux à gérer se limitent à quelques fonds budgétaires (impôts, crédits, etc.). Voisinage et co-résidence caractérisent donc le village “moderne”. Le village archaïque se réduit à un ou plusieurs noyaux de parenté (dème, lignage ou segment de lignage, etc.). C'est la parenté qui règle la résidence, le pouvoir politique, l'accès aux instruments et moyens de production dont aucun membre adulte ne peut être privé, à moins d'être exclu du groupe, ce qui est une sanction très grave et exceptionnelle.

Le village paysan, par contre, ne se confond plus avec des réseaux de parenté, même si les liens familiaux gardent beaucoup d'importance (alliances matrimoniales, héritage). Les villageois se reconnaissent comme les membres d'une communauté d'appartenance locale, à la fois lieu de production et de résidence (souvent à perpétuité). Elle se définit par rapport à un ensemble de ressources économiques (terres, forêts, terrains de chasse, eau) qui font partie du *domaine* villageois. La jouissance de ce domaine est soumise à des règles d'inclusion et d'exclusion où l'ancienneté de l'établissement (autochtones/allochtones), la classe et le statut social (paysan libre/serf, paysan indépendant/fermier, salarié agricole) et la fonction économique (agriculteur, artisan, commerçant, fonctionnaire) jouent un rôle. Les différents groupes domestiques s'approprient des *patrimoines* fonciers soustraits à l'emprise de la communauté villageoise. La composition sociale du village paysan est donc par définition *hétérogène* mais intégrée dans un système de classes et de fonctions qui se conditionnent mutuellement. La distribution des biens matériels est inégalitaire, même s'il existe des soupapes de sécurité pour les démunis (assistance mutuelle, terres communales) ou des règles de redistribution périodique des terres.

De l'extérieur, le milieu paysan apparaît comme atomisé, chaque village formant un monde replié sur lui-même, celui de la “politique du clocher” ou du “parochialism”. Il se suffit, en effet, largement à lui-même. Il constitue le cadre privilégié des échanges sociaux⁵ et économiques des villageois. Grâce à un système de surveillance généralisée il modèle leurs valeurs (tradition, routine) (Faucher, 1948), les conduites individuelles, l'horizon des besoins et aspirations, il donne au rythme de la

⁵ Un indicateur de l'intensité de ces échanges est l'endogamie villageoise et le taux de consanguinité souvent élevé qui en résulte.

production⁶, de la vie sociale (festivités) et de l'innovation (Bloch, 1948) une forte teinte collective.

Mais les villages paysans ne se comprennent que par référence à l'ensemble dont ils sont des particules. Ils sont l'expression d'une forme historique de la division du travail entre ville et campagne. Le type de ville qui cadre le mieux avec les villages paysans est la *cité préindustrielle* (Sjöberg, 1967), de faible taille, qui abrite une population d'artisans, de petits commerçants et d'hommes lettrés. La production paysanne ne dégage pas assez de surplus alimentaires pour nourrir une proportion élevée de producteurs non-agricoles.

Entre villes et villages paysans se tissent une série de liens qui les intègrent dans un ensemble structurel. Ils sont principalement de trois sortes : culturels, économiques, politiques.

1) Les *liens culturels* sont les plus ténus. La culture urbaine "universaliste" (religions monothéistes, écriture, école) accomplit un travail d'érosion dans les cultures du "terroir", sans y réussir complètement. Le monde paysan manie maladroitement les symboles de la culture scolaire et "savante". Le "papier" reste un élément qui inspire le respect, mais qu'on ne maîtrise guère. Souvent, les différents éléments culturels s'amalgament dans un tout syncrétique⁷, une "folk culture" (Foster, 1953), une "culture du cru" que les "élites cultivées" citadines regardent volontiers avec mépris. Pour elles, la campagne est le lieu par excellence de "l'in-culture".

2) Les *liens économiques* sont les plus permanents. Toute une gamme de commerçants, petits et gros, et d'artisans œuvrent ensemble pour garder constante l'intégration des paysans dans un tissu de relations marchandes : acheteurs en gros des récoltes, tabliers, marchands ambulants, boutiquiers, paysans (ou femmes de paysan) qui vendent leurs produits sur la place du marché, artisans itinérants... On aura encore l'occasion d'insister sur l'importance et la morphologie du phénomène du marché dans les sociétés paysannes.

3) Les *liens politiques* sont les plus visibles. En effet, il n'y a pas de villages paysans sans pouvoir politique centralisé⁸, de préférence établi en ville. Aux paysans, ce pouvoir apparaît comme auto-cratique, ses actions sont perçues comme l'émanation d'une puissance irrationnelle, aux humeurs imprévisibles, qui utilise des mesures d'intimidation ou la violence pour arriver à ses fins. Il se manifeste surtout par des "oukases" et le prélèvement de tributs de toutes sortes (notamment la rente foncière et l'impôt) que Wolf (1966) englobe dans ce qu'il appelle le "*fund of rent*". Selon lui,

"... it is this production of a fund of rent which critically distinguishes the peasant from the primitive cultivator" (1966 : 10).

Les rouages de ce pouvoir seigneurial ou étatique, distant et retranché derrière les

⁶ Jours de repos, début des activités saisonnières, corvées (sentiers, pistes), etc.

⁷ Pratiques animistes et chrétiennes (ou islamiques) non seulement co-habitent souvent sans heurt, mais se fécondent parfois mutuellement pour donner naissance à de nouvelles religions (harrisme, kimbanguisme, etc.).

⁸ En Afrique occidentale, les villages actuels sont souvent le résultat de l'intervention directe du pouvoir colonial. La taxation fut longtemps collective, villageoise.

remparts urbains, leur étant incompréhensibles⁹ et relevant pour eux plus de la fatalité que du “contrat civil”, l’attitude politique caractéristique des paysans est la résistance passive. On essaie d’esquiver les coups des puissants, on proclame verbalement son attachement à leurs ordres pour mieux les ignorer, on tente de ruser avec eux. La révolte contre l’oppression s’articule dans des rituels, des cultes et parfois des mouvements “millénaristes” où éclatent les rêves d’une société égalitaire et juste, révolte qui peut se transformer temporairement en rébellion ouverte qui vise à renverser les tyrans, mais non pas à s’installer dans la citadelle du pouvoir.

3. LA COMMUNAUTÉ DOMESTIQUE

L’organisation sur un modèle familial semble être le trait d’union entre les différents types de producteurs agricoles. Mais Mendras montre fort justement (1976 : 57ss) que le terme “famille” recouvre chaque fois une réalité différente. Le noyau fondamental des sociétés paysannes est la communauté domestique. C’est un collectif *agricole* de personnes qui organise à ses propres fins la *production* et la *consommation* des fruits du travail collectif. Il regroupe dans le cas idéal plusieurs générations d’une même famille, mais inclut aussi des domestiques et d’autres personnes sans lien de parenté et qui ne sont pas apparentées à elle. Ce collectif se définit par rapport à un fond commun de terres (*patrimoine*), de travail et de produits de consommation. Il est d’autant plus intégré et stable que la rareté des terres disponibles décourage la segmentation et que le patrimoine foncier est indivisible, ce qui peut lui conférer un caractère patriarcal.

Le fondement patrimonial de la famille ne se retrouve pas chez les peuples de cultivateurs archaïques où chacun accède librement à la terre. La structure sociale est alors plutôt constituée par des réseaux parentaux de maisonnées groupées autour d’un aîné social, elles-mêmes éclatées parfois en plusieurs “foyers” (polygynie), maisonnées qui ne coopèrent pas toujours dans la production, mais se retrouvent souvent dans la consommation¹⁰. La production alimentaire peut être principalement l’œuvre des femmes, alors que les hommes accomplissent les tâches agricoles les plus rudes, mais s’adonnent surtout à la chasse et à des occupations sociales. L’exploitation agricole moderne, au fond de terres clairement délimitée, tend à séparer l’entreprise, gérée selon des règles comptables, et le ménage. La famille se nucléarise. Le déficit de main-d’œuvre familiale est comblé par le travail salarié et la mécanisation.

La communauté domestique est un élément social centrifuge¹¹. Cellule autonome, elle ne subit pas sans réagir l’emprise de l’environnement social. Les liens orga-

⁹ L’ignorance est d’ailleurs réciproque. Les urbains se forment leur propre image des paysans, faite de fictions et de stéréotypes qui font figure de version “officielle”.

¹⁰ L’existence d’un “grenier”, quand la nature des produits agricoles permet l’accumulation de réserves durables, semble d’ailleurs être un puissant facteur de “paysannisation” (Meillassoux, 1973).

¹¹ Cette tendance centrifuge est encore plus accentuée chez les peuples paléolithiques et les cultivateurs agricoles du néolithique (Sahlins, 1976).

niques qui la lient à cet environnement sont ténus¹². Co-extensive avec une société dont le niveau des forces productives (prédominance de l'énergie humaine et animale) ne permet qu'une faible division du travail, la communauté domestique paysanne est largement autarcique. La terre s'acquiert par le travail ou se transmet par héritage familial; la production des subsistances et des forces de production relève principalement de la cellule domestique; le savoir culturel s'apprend sur le tas, par l'expérience et par l'imitation des adultes; la fabrication et le maniement des instruments de travail, généralement très simples, ne nécessitent qu'occasionnellement le recours à des hommes de métier spécialisés; les moyens de production réclamant une coopération élargie sont rares; les échanges économiques avec l'extérieur touchent une partie seulement des récoltes. Si les paysans ne sont pas toujours les propriétaires des terres qu'ils cultivent, ils possèdent en général les autres moyens de production et ils peuvent structurer leurs activités productrices largement à leur guise. Ils ne sont pas les esclaves d'un horaire de travail comme les ouvriers, ni surveillés par des contre-maîtres et rivés à une machine qui leur dicte le rythme des gestes. Tout cela renforce l'isolement, l'auto-suffisance et l'autonomie de la communauté domestique.

Cette "auto-centricité" dont le village forme déjà l'horizon social quasi-limite, constitue la toile de fond du *comportement économique* des paysans qui se distingue profondément de celui des entrepreneurs agricoles. Alexandre Chayanov (1888-1939) fut le premier théoricien de cette rationalité économique paysanne. Oubliée pendant de nombreuses années, sa pensée (1923, 1924) connaît aujourd'hui une véritable renaissance¹³. En se basant sur les statistiques agricoles des administrations provinciales (zemstva), Chayanov analysa la logique des stratégies économiques paysannes individuelles et démontra qu'elles constituent un *système économique spécifique*, irréductible par exemple à un capitalisme à petite échelle. Il critique donc la prétention universaliste des théories d'économie politique classique et marxiste qui lui semblèrent incapables de saisir les mécanismes de l'économie familiale paysanne.

Dans son modèle, cette économie fonctionne sans apport de main-d'œuvre salariée. Mais il est plus utile d'admettre l'hypothèse d'une faible capitalisation de *tous* les facteurs de production (travail, terre, capital, outils).

Selon Chayanov, l'économie paysanne est originale sur trois niveaux : sa conception de la rentabilité, la structure de ses motivations et les dimensions socio-politiques de ses activités.

3.1. La conception paysanne de la rentabilité économique

Pour évaluer la rentabilité de son exploitation, l'entrepreneur agricole dispose de critères "objectifs". La rémunération de chaque facteur de production peut être

¹² Dans un fameux passage du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Marx explique que cette faiblesse de l'intégration sociale, cet "idiotisme" des existences paysannes (le milieu paysan étant constitué par une simple addition de conditions similaires, "comme un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre") empêchait les paysans "parcellaires" français de son époque de prendre conscience de leurs intérêts communs.

¹³ Son œuvre fut rééditée en anglais en 1966. Parmi ses commentateurs ou adeptes on peut citer: Thorner (1962), Mendras (1967, 1976), Kerblay (1971), Galeski (1972), Shanin (1973).

calculée de manière comptable et réduite à une échelle *quantitative* et *unique*, de nature monétaire. La tâche de l'entrepreneur consiste à équilibrer les différents facteurs, afin de réaliser au minimum la rémunération globale socialement requise, le taux de profit moyen. Le paysan ne dispose pas de cet outil parce que la monétarisation de son exploitation est faible¹⁴. La seule quantité dont il dispose pour l'évaluation de la rentabilité est le volume de la récolte, souvent une seule au cours de l'année. Impossible de savoir ce qui, dans ce *résultat global*, est dû à la productivité de la terre, du capital, du travail et de l'outillage pris séparément.

Mais le paysan n'est pas pour autant dépourvu de paramètres agissant avec une rigueur analogue à celle du taux de profit. Contrairement à l'entreprise agricole capitaliste, où le ménage est réduit à sa portion congrue d'unité de consommation et de co-habitation sans lien direct avec l'entreprise¹⁵, dans la communauté paysanne, production et consommation forment une symbiose inextricable où le marché n'intervient qu'occasionnellement. Ce sont les contraintes *internes* à la communauté (nombre d'actifs et de bouches à nourrir, qualité de la terre, structure des besoins) qui guident en premier lieu le paysan dans l'évaluation, "subjective" selon Chayanov¹⁶, de la rentabilité de l'effort consenti, des avantages comparatifs des différents produits, des investissements à entreprendre. Il cherche à équilibrer la satisfaction des besoins familiaux avec les tracasseries du travail, équilibre éminemment sujet à des adaptations individuelles et conjoncturelles. En plus, le *courage*, l'ardeur au travail, même là où ils sont socialement valorisés, se répartissent inégalement selon les communautés paysannes.

Il n'existe donc pas de critère univoque de rentabilité, mais une dynamique *différentielle d'appréciations* des résultats du travail suivant le système de valeur en vigueur, le poids de la pression externe, etc. Cette dynamique différentielle est fondamentale pour comprendre les comportements économiques divergents des groupes paysans. Prenant comme jauge la rentabilité du marché, on jugera les uns "fainéants" parce qu'ils ne profitent pas de manière "optimale" d'une nature généreuse, on secouera la tête sur les autres parce qu'ils s'accrochent désespérément à un lopin de terre aride et une condition d'existence misérable.

3.2. *La structure des motivations économiques*

Les paysans, contrairement aux entrepreneurs agricoles, ne sont pas mûs par la seule recherche d'un profit monétaire. Les besoins familiaux à satisfaire constituent la motivation la plus tangible de leur investissement énergétique. La commercialisa-

¹⁴ Tel ne fut pas l'avis de tout le monde. Ernst Laur (1904) par exemple, secrétaire des paysans suisses dans l'entre-deux-guerres, accomplit des prouesses pour adapter la comptabilité aux réalités paysannes.

¹⁵ Ce lien est établi indirectement par le truchement du revenu monétaire.

¹⁶ Formé à l'école "marginaliste" viennoise, individualiste et subjectiviste, Chayanov fait abstraction de toute détermination sociale de ce calcul de rentabilité. Il reproduit en quelque sorte la conscience bornée de communautés faiblement intégrées par la division sociale du travail et qui prennent les limites de leurs fermes pour celles du monde. Or, le modelage des besoins par des influences "externes" (village, comparaison avec d'autres paysans, contacts avec la ville, etc.) est certain.

tion des produits ne se fait donc pas dans le but de réaliser un gain en argent, mais pour se procurer les moyens nécessaires pour acheter certaines marchandises convoitées; c'est du troc au moyen de l'argent. Si ces marchandises viennent à manquer, les paysans se montrent moins enclins à produire pour le marché. D'une manière générale, ils placent la *nourriture* très haut sur l'échelle des valeurs qui motive leurs activités de producteurs. Mais d'autres motivations peuvent également être agissantes, comme l'ostentation ou la recherche de la considération sociale. Elles renvoient au champ social dans lequel se meut leur entreprise économique, aux rapports de solidarité et de concurrence qui sous-tendent les sociétés de classes précapitalistes.

3.3. Les dimensions socio-politiques de l'économie paysanne

Chayanov s'est peu penché sur cet aspect, ce qui lui valut le blâme des autorités soviétiques, puis la persécution politique. Il a surtout insisté sur un phénomène mineur¹⁷, mais auquel on accorda beaucoup de poids en raison du contexte historique. Il suggéra que le processus d'accumulation (et partant de *stratification*) en milieu paysan était moins linéaire et continu que ne le laissait entendre la théorie marxiste, parce que l'exploitation paysanne est sujette à des cycles générationnels et *démographiques* de croissance et de décroissance et que son point culminant se situe aux alentours de la vingt-cinquième année de son existence. Mais ce mécanisme ne peut fonctionner que quand l'existence de réserves de terre (vacantes, locatives) permet d'adapter la taille de l'exploitation à celle du groupe domestique.

On peut cependant retenir l'idée que l'économie paysanne, pour atteindre son rendement optimal et pour être économiquement la plus profitable pour un pays, a besoin d'une large marge de manœuvres, abondance des terres, main-d'œuvre familiale nombreuse et vigoureuse, milieu naturel riche en potentialités pour pratiquer un système culturel polyvalent, etc. De l'extérieur, cela peut apparaître comme une sous-utilisation des ressources; qu'on se rappelle la ritournelle du "chômage déguisé" en milieu rural... Mais l'expérience montre que dans bien des cas, une intensification de la production amena des dommages irréparables (déforestation, érosion) et conduisit le système à la ruine.

Seulement, pour la population urbaine et non-agricole, pour une économie nationale, cette régulation auto-satisfaite et auto-centrée de la production paysanne est un facteur d'incertitude constante. Les stratégies économiques individuelles de myriades de paysans sont imprévisibles. Le problème devient flagrant en période de marasme économique. Aussi longtemps que les paysans ne sont pas contraints par le marché, leur premier réflexe est alors de se replier sur eux-mêmes, de retourner dans une "splendid isolation", menaçant par là l'économie urbaine d'étranglement.

C'est donc avec logique que Chayanov propose de miser sur une paysannerie riche et prospère qu'on convertira petit à petit au marché par des stimuli économiques "doux": prix agricoles élevés, crédits à bon marché, coopératives, vulgarisation agricole.

¹⁷ Shanin (1972) en fit pourtant le principe d'explication de la stratification rurale en Russie entre 1910-25.

Mais les paysans sont surtout entrés dans l'histoire par une autre de leurs propriétés particulières. L'isolement en communautés domestiques, les difficultés de comparer leur existence avec celle d'autres groupes ou simplement l'absence de toute alternative ont accentué chez eux ce que Chayanov appelle la "faculté d'auto-exploitation". "Taillables et corvéables à merci", les paysans ont été l'objet d'exploitations multiples et sans vergogne : redevances écrasantes, crédits à des taux usuriers, prix agricoles dérisoires, tromperies au moment de la vente des produits, échange inégal, etc.

4. LES PAYSANS ET LE MARCHÉ

Les paysans vendent une partie de leur produit à des commerçants. C'est la forme d'intégration supra-locale la plus constante à travers le temps. Ils se distinguent sur ce plan des cultivateurs archaïques qui, dans le cas idéal, ignorent l'institution et le principe du marché. Mais ils restent autarciques sur beaucoup de niveaux, contrairement aux entrepreneurs agricoles qui ne produisent qu'en fonction de la commercialisation.

Le rôle et les effets de la production marchande en économie paysanne ont donné lieu à des débats passionnés et ont servi de prétexte à une littérature abondante qu'il serait fastidieux de passer en revue. Le sujet n'est pas près d'être épuisé. Il constitue le centre d'intérêt particulier de ma recherche. Ici, je me contenterai simplement d'esquisser quelques idées-phare.

4.1. *Les effets apparents de la production marchande*

La privatisation des producteurs, l'intégration verticale et horizontale dans l'économie de marché et l'apparition de classes capitalistes en milieu rural sont les principaux phénomènes imputables à l'échange marchand.

4.1.1. *La privatisation des producteurs*

Dans l'économie "naturelle" (Naturalwirtschaft), autarcique, les différents moments du processus économique (production, circulation, distribution, consommation) forment une synthèse à laquelle on participe comme membre d'une *communauté*. Aucun membre de la communauté ne peut être privé de l'accès à la terre, de l'assistance mutuelle, de la commensalité. Il faut pour cela proclamer sa mort sociale, l'exclure du groupe, acte grave et exceptionnel. L'échange marchand par contre engendre des producteurs agricoles sans terre, la nucléarisation des cellules économiques et la faim dans l'abondance. La rupture de la relation immédiate entre production et consommation et la création d'une sphère spécifique de médiation qui échappe à l'emprise directe des producteurs vont de pair avec le remplacement de la qualité de membre d'une communauté par celle d'*agent économique*. La synthèse entre les différents éléments du processus économique est réalisée par une espèce de "*contrat*" de *société* constamment renouvelé par les agents économiques. Dans l'acte d'échange marchand, les contractants se rencontrent comme des individus formellement égaux liés par le seul intérêt de l'échange. La synthèse se situe donc hors d'eux, dans l'ob-

jet¹⁸ qui apparaît détaché de son producteur et de son contexte de production. Chaque échangeur essaiera de tirer la couverture de son côté pour obtenir l'échange le plus avantageux. Ce rapport de force, la *concurrence*, est la quintessence (idéologique¹⁹ et réelle) de la fonctionnalité socio-économique marchande. Tout ce système suppose que ses participants se comportent comme des étrangers les uns envers les autres, en faisant abstraction de leur insertion sociale respective, des liens sociaux qui les unissent autant que des rapports de production qui les divisent. Ils se saisissent alors comme des individus abstraits, sans composantes sociales, bref comme des individus *privés* (Marx, 1859).

L'influence du principe marchand se manifeste à travers plusieurs symptômes qui soulignent la privatisation des producteurs. Le rendement monétaire, la "rentabilité" tend à s'imposer comme critère de choix des activités et des cultures. Les avantages situationnels respectifs par rapport au marché poussent les paysans vers la *spécialisation*. Celle-ci peut aller jusqu'à l'abandon de l'artisanat rural et au repliement sur la production agricole ("paysans purs"), mais la monoculture n'est pas un trait distinctif de l'économie paysanne. On décèle aussi une tendance à la *privatisation des produits* qui engendre la nucléarisation des exploitations. Cela peut se faire de deux manières. D'une part, le pouvoir exacerbé du "pater familias", mué en patriarche, incite les jeunes à échapper à sa tutelle rigoureuse. D'autre part, le gain d'argent peut permettre aux dépendants, défavorisés par les règles traditionnelles de disposition des biens, de contourner ces règles et d'accéder à une parcelle d'autonomie budgétaire. Privatisation aussi des *moyens de production*, spécialement de la terre, ressource rare autour de laquelle la concurrence entre paysans est parfois vive (constitution de réserves, vente/achat, mise en gage, etc.). Mais elle touche aussi les outils de travail²⁰ et, avec l'apparition du salariat domestique et agricole, la main-d'œuvre. La privatisation de la terre signale la *séparation* croissante entre le producteur et le sol nourricier. Avec la commercialisation des produits agricoles, la terre, d'instrument de travail, se transforme en objet aliénable qu'on exploite au maximum. Même l'autoconsommation, élément constitutif de l'économie paysanne, est progressivement battue en brèche. Des paysans aisés commercialisent leurs surplus alimentaires pour s'assurer quelques liquidités supplémentaires. A l'autre bout de l'échelle sociale, des paysans pauvres sont forcés de vendre à vil prix une partie de leur récolte vivrière pour éponger des dettes et de racheter des aliments très chers pendant la période de "soudure". Ces paysans-là sont entrés dans un cercle vicieux qui pousse lentement la séparation entre le producteur et ses moyens de reproduction vers son paroxysme : le détachement radical de la matrice nourricière.

¹⁸ Cette "objectivation" se reflète au niveau de l'instrument universel de la synthèse, *l'argent*.

¹⁹ La concurrence entre les individus libère les forces productives de leurs entraves sociales, amenant le progrès matériel dans son sillage, la multiplication des concurrents imposera des prix "justes", etc.

²⁰ Au grand dam des promoteurs de coopératives de production qui décrivent "l'individualisme paysan". Mais cet individualisme n'est pas un invariant psychologique, c'est un caractère généré par la structure.

4.1.2. Formes d'intégration et système de classes

Le rythme de la "paysannisation" et du déracinement dépend de la configuration de l'environnement, spécialement du niveau de développement des forces productives et du système de classes intéressées à tirer profit du surplus agricole. C'est donc une question qui ressort à l'analyse historique et contextuelle. On se limitera ici à énoncer quelques thèmes généraux.

On distingue avec bonheur deux formes d'intégration dans l'économie de marché : l'intégration verticale et l'intégration horizontale. Ces termes désignent en fait deux stratégies de classes, contradictoires dans leurs intentions, mais concomitantes dans leurs effets : elles amènent à plus ou moins long terme une transformation des forces productives et une concentration des moyens de production.

L'intégration verticale fait passer les milieux agricoles sous la coupe de classes non-agricoles avides de se tailler une part du surplus dégagé par les cultivateurs. Le but de l'opération n'est pas de chasser le producteur de la terre, mais de s'attacher ses services, de profiter de son potentiel productif. En Côte d'Ivoire, plusieurs couches et classes sociales vivent ainsi sur le dos des paysans : la bureaucratie d'Etat (impôts, devises), les acheteurs de produits agricoles et les vendeurs de biens de consommation et d'investissement²¹, les capitalistes agro-industriels (engrais, pesticides, machines et outils) qui cherchent parfois à contrôler directement les paysans en passant avec eux des contrats de production, les prêteurs d'argent de tout poil (gros paysans, commerçants, banques).

Dans l'idéal-type d'une économie paysanne, cette intégration se limite au schéma de la *production marchande simple* (M-A-M) : le paysan vend une partie de son produit (M) pour gagner de l'argent (A) nécessaire à acheter quelque bien de consommation (M). C'est à titre de consommateur (au sens propre du terme) que le paysan est rattaché au marché. La marchandise ne domine pas la production, les valeurs d'usage dépassent en importance quantitative et qualitative les valeurs d'échange. Le fondement de la coopération économique reste organique. Des liens personnels et collectifs (aîné-cadet, rapports patriarcaux, clientelage, etc.) et non l'avantage individuel, "l'esprit d'entreprise", modèlent les décisions économiques²². Mais la médaille a son revers : les termes de l'échange ne résultent pas des impératifs intrinsèques de la production, — le paysan ignore le prix de revient de son produit —, ils sont "accidentels", c'est-à-dire purement fixés par des rapports de force. De cette manière, c'est en fait très souvent le secteur de subsistance qui subventionne le secteur marchand.

Une nouvelle étape qualitative est franchie quand l'argent retourne dans la production sous forme de capital (A-M-A) (achat de main-d'œuvre, d'outils, d'engrais et de pesticides, etc.). Cette *capitalisation* de l'entreprise augmente la dépendance du

²¹ Remarquons que les intérêts des deux fractions commerçantes ne concordent pas. Les acheteurs veulent maintenir bas les prix agricoles, ce qui peut diminuer le revenu paysan, les vendeurs au contraire profitent d'un pouvoir d'achat élevé.

²² Les vulgarisateurs agricoles en font souvent l'expérience.

paysan par rapport au marché, parce qu'il doit désormais produire à des prix compétitifs pour amortir ses investissements.

Chaque paysan est, qu'il le veuille ou non, le concurrent de tous les autres producteurs agricoles, petits ou gros. Le montant de son revenu dépend aussi de la virulence de cette concurrence. Mais les ressources économiques, spécialement la terre et la main-d'œuvre, sont rares. Chacun devra donc tenter de s'approprier une part de plus en plus grande au détriment des autres. L'échange marchand produit des classes et des strates économiques rurales qui diffèrent par l'inégal accès aux moyens de production. Les plus forts cherchent à se débarrasser des plus faibles pour s'approprier les moyens de production et les parts du marché libérés par les concurrents malheureux, afin d'accroître la rente que procure une situation avantageuse. Ce processus de concentration, particulièrement de la terre, est appelé *intégration horizontale*.

4.2. Le paysan, un "homo-œconomicus" ?

Le comportement économique des paysans suscite en fait des jugements très contradictoires. Les uns traitent les paysans comme des entrepreneurs capitalistes prompts à répondre aux incitations du marché, calculant soigneusement coûts et rendements, mûs par l'appétit du gain et de l'accumulation, mais limités par un cadre restreint qu'il faut tenter de briser par des actions de soutien. C'est la thèse de Polly Hill (1970), mais aussi de Sawadogo, ancien ministre de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, quand il écrit :

"En fait, loin d'être joueurs, lui (le planteur ivoirien, P.A.) et l'ouvrier saisonnier dont le concours est indispensable, se comportent en agents économiques avertis, dont l'objectif est d'atteindre une rémunération correcte à travers cette culture" (1977: 70).

Des mêmes planteurs, Koebben rapporta vingt ans plus tôt :

'... la plus grosse partie de l'argent gagné grâce aux produits industriels est dépensée suivant le système traditionnel des valeurs; c'est pourquoi il n'affaiblit guère l'organisation sociale traditionnelle et bien au contraire contribue à la maintenir et dans certains cas même en permet l'expansion" (1956: 60).

Ces dépenses servent à l'ostentation (ex. funérailles), au potlach, à la prodigalité, à l'hospitalité, à la dot. L'esprit d'entreprise des "agents économiques avertis" semble donc compromis par des structures et traditions socio-culturelles. Certains auteurs n'hésitent pas à affubler les paysans de qualificatifs peu élogieux, les traitant de masse amorphe, imprévoyante, empêtrée dans la routine et réfractaire à l'innovation.

Entre les thèses opposées, il y a une certaine latitude pour des positions moins tranchées. Comme Janus, le roi légendaire du Latium, on peut penser le paysan comme un être bi-facial, par exemple froidement calculateur dans ses relations commerciales avec l'extérieur, plein d'empathie pour les traditions sociales dans ses relations avec son propre groupe. On peut aussi imaginer que l'accès du paysan au rang d'entrepreneur est une affaire de temps et de degré d'intégration dans le marché.

Mais la position du problème me semble faussée par ses présupposés. Derrière les approches apparemment opposées se profile le postulat de l'existence d'une ratio-

nalité économique *unique* et *sui generis*, incarnée de manière la plus achevée par le “homo œconomicus” sous lequel on découvre sans peine l’entrepreneur capitaliste dont le mobile principal est de tirer le plus grand profit de ressources rares. Cette rationalité économique “pure” est supposée *intrinsèquement* supérieure à toute logique “économique” entâchée de considérations sociales, culturelles ou politiques. Les paysans finiront donc tôt ou tard par s’accomoder d’elle. C’est sur le caractère des obstacles à surmonter et sur la rapidité du processus que les positions divergent.

Entrer dans ce débat, n’est-ce pas accepter de se battre contre des moulins à vent ? Le “homo œconomicus” est une figure logique, une simple *forme* de raisonnement qui ne renseigne pas sur la *substance* du processus économique. Il me semble, en effet, plus informatif d’admettre que toute économie est un processus *institutionnel* (Polanyi, 1957) de production, de circulation, de distribution et de consommation de biens et services qui ne fonctionne jamais en système clos, même si historiquement elle peut *apparaître* comme tel. Toute décision économique a un fond culturel, politique, social, tout comme la culture, l’action sociale ou la politique induisent des processus économiques.

Contre l’hypothèse d’une rationalité économique unique, on peut proposer à l’empirie un modèle basé sur plusieurs *arché-types* (ou principes) de régulation et d’intégration des activités économiques, irréductibles l’un à l’autre. Polanyi distingue la *réciprocité*, la *redistribution* et l’échange marchand²³. La réciprocité implique l’égalité sociale des agents économiques, la redistribution leur échelonnement sur une hiérarchie sociale qui culmine dans un centre par rapport auquel il y a subordination et dépendance, l’échange marchand les pose comme formellement égaux et déplace l’économique dans les objets. Réciprocité et redistribution incluent explicitement les qualités sociales des personnes, l’échange marchand en fait abstraction. Redistribution et échange marchand trouvent leur raison d’être dans l’accumulation centralisatrice, même si la légitimation de cette accumulation est différente²⁴, la réciprocité est résolument restitutive : elle suppose la compensation équivalente, immédiate ou différée dans le temps. Historiquement²⁵, on constate que la réciprocité agit de préférence entre affins sociaux (parents, amis, alliés), comme dans les systèmes basés sur la parenté, la famille et l’échange des femmes; que la redistribution trouve son champ d’application favori dans les sociétés à stratification héréditaire où les prestations des dépendants et les contre-prestations du centre ne participent pas

²³ Le choix terminologique n’est pas toujours heureux. Au lieu de redistribution, il conviendrait mieux de parler de prestations/contre-prestations. Les contre-prestations ne sont pas forcément équivalentes aux prestations. Autre critique : Polanyi propose ses trois types comme “patterns of integration” d’un système économique, mais les traite en fait comme des règles d’échange sans effet structurant perceptible au niveau de la sphère de la production.

²⁴ La visibilité sociale (prestige) du centre pour la redistribution, l’intérêt individualiste pour l’échange marchand.

²⁵ On ne peut donc en faire une simple question de dispositions psychiques, une généralisation de l’altruisme pour la réciprocité, du “suivisme” pour la redistribution, de l’égoïsme pour l’échange marchand.

de la même nature (dîme contre “protection” militaire)²⁶, alors que l’échange marchand apparaît dans les sociétés contractuelles qui individualisent et égalisent formellement leurs membres.

Les trois principes peuvent co-exister dans un même système. Cela me semble être le cas dans les sociétés paysannes. Toutes les conditions sont réunies. Centrées sur la famille et le village, les activités économiques ont nécessairement une forte teinte de réciprocité. L’emprise du pouvoir politique central se traduit par l’action du principe de redistribution. La production commerciale obéit aux règles de l’échange marchand.

Mais comment les différents types de régulations économiques s’agencent-ils ? Plusieurs “arrangements” sont possibles, à l’empirie de montrer leur pertinence. Réfléchissons par exemple sur les effets de l’introduction du principe marchand. On peut avancer quatre hypothèses (que je ne voudrais ni mutuellement exclusives ni exhaustives), logiquement dissociables et historiquement vérifiables :

4.2.1. La co-existence pacifique

Le principe marchand se cantonne dans un espace vacant, enrichissant en quelque sorte le système d’une nouvelle possibilité, sans entraver le fonctionnement des autres principes, eux aussi retranchés dans leurs sphères respectives. Il régit par exemple la production commerciale, alors que la réciprocité et la redistribution règlent la production vivrière.

4.2.2. Le “feedback” positif

Par un effet de rétro-action, le principe marchand renforce les autres principes. L’argent gagné par la commercialisation des produits agricoles peut servir principalement à payer l’impôt à l’Etat. Il peut entrer dans le trésor familial qui alimente les dépenses festives, ostentatoires et dotales, en remplacement de moyens de paiement plus difficilement accessibles (tiges de fer, or).

4.2.3. Le diffusionnisme unilatéral

Le principe marchand envahit progressivement tous les autres secteurs, subjuguant les autres principes et les rendant à la longue inopérantes.

4.2.4. La destructuration catastrophique

Cette solution diffère de la précédente uniquement par le rythme du dénouement. Le principe marchand refoule les autres rationalités dans leurs derniers retranchements. La catharsis intervient après une longue résistance et de manière brusque (exemple classique : au moment de la relève inter-générationnelle).

4.3. Supériorité technique et “résistance paysanne”

Comment interpréter l’impact du marché sur la société paysanne ? Pour des raisons évidentes, les théoriciens et chercheurs d’inspiration marxiste accordent une

²⁶ Autre exemple typique : les impôts.

place centrale à cette question. Ils comprennent l'économie de marché et sa sœur siamoise, la concurrence, comme les forces essentielles d'un processus qui en finira un jour avec la paysannerie ancestrale. Une petite fraction de paysans arrivera à se transformer en agriculteurs capitalistes, la grande masse renforcera les rangs des salariés. Nombreux sont les essais et études qui se sont penchés sur ce problème. Mais souvent les meilleures intentions²⁷ n'ont pas suffi pour éviter un piège redoutable : la réduction du problème à une dimension purement quantitative et technique.

Le modèle placé en tête de ces réflexions est de cette trempe. La définition des paysans y semble une question de proportions : ils se situent quelque part entre un pôle 0% (rien n'est vendu : cultivateurs archaïques) et un pôle 100% (tout est vendu : entrepreneurs agricoles) de commercialisation des produits. On retrouve un procédé similaire dans presque toutes les analyses de classe : les paysans sont échelonnés le long d'un axe de gradation simple²⁸ où l'on trouve en bas les petits, en haut les grands, et au milieu un ou plusieurs rangs intermédiaires. Comme critère de stratification, on utilise presque exclusivement des données quantifiables comme la surface cultivée, le cheptel mort et vif, la main-d'œuvre, etc. L'explication du sort des paysans dans le capitalisme, avancée par beaucoup d'auteurs, participe clairement du même genre de réductionnisme, avec en outre une touche de "credo" techniciste digne du siècle passé : la loi du capitalisme étant la concentration des moyens de production, les paysans, petits et moyens, finiront par subir le poids de la concurrence des agriculteurs ("kulaks", grands propriétaires fonciers capitalistes) mieux dotés en moyens de production et qui s'imposeront par la seule force de leur supériorité technique. On rencontre une réduction de l'angle de vue d'un gabarit analogue dans un ouvrage dont la méthode est exemplaire sur d'autres points (Meillassoux, 1964), où, de tous les phénomènes induits par la production marchande, seules la transformation du régime foncier (apparition de la propriété privée capitaliste, par exemple sous forme d'actes notariés) et l'introduction de la main-d'œuvre salariée ont retenu l'attention de l'auteur.

Chacun de ces éléments peut revêtir une grande importance. Mais encore faut-il analyser soigneusement leur pertinence intrinsèque et leur pouvoir explicatif par rapport à l'univers qu'ils sont censés expliquer.

Intrinsèquement, les avantages techniques (pour ne prendre que cet exemple) peuvent être beaucoup moins importants que ce qui est suggéré. Servolin a montré (1972) que pendant les premières décennies de notre siècle, très peu de machines agricoles étaient au point, diminuant le profit réel qu'on pouvait en tirer. Dans le

²⁷ Kautsky, sans conteste le plus grand théoricien marxiste de la "question agraire", définit ainsi son objectif : "On ne peut pas se poser seulement la question de savoir si la petite exploitation a un avenir dans l'agriculture. On doit rechercher si et comment le capital s'empare de l'agriculture, la révolutionne, ébranle les anciennes formes de production et de propriété et crée la nécessité de nouvelles formes" (1899 : 6, traduction P. A.). Mais par la suite, il se contente de montrer que la supériorité technique (jamais mise en doute) de la grande exploitation vaincra tous les obstacles (augmentation du prix de la terre, raréfaction de la main-d'œuvre salariale) pour triompher sur la petite.

²⁸ Un ou plusieurs critères de même nature.

tiers monde, bien des entreprises modernes ont fait l'expérience que la meilleure machine ne sert à rien si les frais de transport et d'entretien, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la difficulté de trouver les pièces de rechange nécessaires, en font un objet de luxe qui tombe souvent en panne et marche rarement. Au-delà d'un certain seuil, variable selon le niveau technique, l'agrandissement des surfaces agricoles diminue la rentabilité parce que les frais de transport à l'intérieur de l'exploitation montent démesurément (Chayanov, 1966). Certains avantages apparemment intrinsèques peuvent être en fait dûs à l'influence de facteurs externes. En Côte d'Ivoire, les grandes plantations européennes de café et de cacao fleurirent aussi longtemps que l'administration coloniale les favorisa par rapport aux planteurs indigènes (main-d'œuvre réquisitionnée, prix supérieurs payés aux produits). Quand ces deux mesures furent abolies sous la pression des milieux africains, ces plantations à grande surface perdirent très vite de leur importance.

Les critères avancés ne sont entièrement explicatifs que dans le cas où l'univers est *homogène*. Or, l'économie agricole capitaliste des grandes surfaces et la petite paysannerie forment deux ensembles qui fonctionnent partiellement selon des principes différents. Les placer sans autre sur une même et unique échelle de comparaison²⁹, c'est s'interdire de comprendre la compétition réelle qui les oppose dans un univers *hétérogène*.

On peut mentionner au moins trois niveaux de l'économie paysanne où le pouvoir coercitif des lois de marché et de l'"economy of scale" perd une partie de ses forces. Ces trois niveaux s'ajoutent à la "capacité de sur-travail et de sous-consommation" avancée par Kautsky pour expliquer la "résistance paysanne" à la disparition ou à la mutation en entrepreneur agricole.

4.3.1. La liberté de celui qui se nourrit lui-même

Un secteur crucial de la production est soustrait à l'influence *directe* des lois du marché : la production des *moyens de subsistance*. Même s'il est miséreux, le paysan n'est pas un prolétaire "déraciné", c'est-à-dire séparé de sa source d'approvisionnement alimentaire et par là même contraint de se plier à une rationalité imposée. On ne peut sans autre comparer les coûts des moyens de reproduction puisés dans la sphère de l'échange marchand et les "coûts" d'une alimentation qu'on produit soi-même, ne serait-ce que parce que le consommateur n'a pas à payer la masse des intermédiaires (transporteurs, commerçants, etc.).

4.3.2. Les menus travaux des "improductifs"

Les paysans savent utiliser une masse de main-d'œuvre qui, dans le secteur capitaliste est, faute d'une possibilité de travail rémunéré, une charge improductive : enfants, invalides, vieux, chômeurs. A la campagne, il n'y a pas de chômeurs. La *main-d'œuvre non-transférable* (Tepicht, 1973), réduite ailleurs à l'inactivité, y accomplit une somme de menus travaux d'une utilité incommensurable.

²⁹ C'est notamment l'erreur que commettent ceux qui font des paysans de *petits capitalistes*.

4.3.3. Le refus de la seule finalité capitaliste

Pour des raisons expliquées plus haut, les paysans ont une conception de la finalité de la production différente des entrepreneurs agricoles. Leurs besoins et aspirations ne sont pas modelés par la "civilisation des spots publicitaires". Rester maître chez soi et indépendant peut être une puissante motivation au travail. Par ce refus d'entrer dans une seule logique, les paysans se trouvent un peu dans la situation de l'écolier qui, pour une raison ou une autre, conclut qu'il n'a que faire de l'école et qui se place d'emblée en dehors du système de stimulation au rendement et de sanctions que représentent les notes.

Ces phénomènes sont de nature plus qualitative que quantifiable. Ils font cependant autant partie intégrante de l'univers paysan que la marchandise dont Marx a dit qu'elle était "une chose très embrouillée, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques", mais qui a cette particularité de ramener tout acte économique à un dénominateur froidement chiffrable.

BIBLIOGRAPHIE

- BLOCH, M. (1948), Les transformations techniques comme problème de psychologie collective, *J. psychol. normale et pathol.*, **XLI** (1948) 104-115.
- CHAYANOV, A. (1923), "Die Lehre von der Bäuerlichen Wirtschaft". Versuch einer Theorie der Familienwirtschaft im Landbau (Parey, Berlin).
- (1924), Zur Frage einer Theorie der nicht-kapitalistischen Wirtschaftssysteme, *Arch. Sozialwiss. Sozialpol.*, **51** (1924) 577-613.
- (1966), "The Theory of Peasant Economy", (Thorner/Kerblay/Smith, Eds.) (Richard D. Irwin, Homewood).
- DALTON, G. (1964), The Development of Subsistence and Peasant Economies en Africa, *Int. Soc. Sci. J.*, **16** (1964) 378-389.
- (1972), Peasantries in Anthropology and History, *Curr. Anthropol.*, **XIII**/3-4 (1972) 385-415.
- FALLERS, L.A. (1961), Are African Cultivators to Be Called 'Peasants'?, *Curr. Anthropol.*, **II**/2 (1961) 108-110.
- FAUCHER, D. (1948), Routine et innovation dans la vie paysanne, *J. psychol. normale et pathol.*, **XLI** (1948) 89-103.
- FOSTER, G.M. (1953), What is Folk Culture?, *Am. Anthropologist*, **55** (1953) 159-173.
- GALESKI, B. (1972), "Basic Concepts of Rural Sociology (The University Press, Manchester).
- GEORGESCU-ROEGEN, N. (1965), The Institutional Aspects of Peasant Communities: An Analytical View, *Energy and Economic Myths* (1976), (Pergamon Press, New York, 1976).
- HILL, P. (1970), "Studies in Rural Capitalism in West Africa" (University Press, Cambridge).
- KAUTSKY, K. (1899), "Die Agrarfrage. Eine Übersicht über die Tendenzen der modernen Landwirtschaft und die Agrarpolitik der Sozialdemokratie" (Dietz, Stuttgart).
- KERBLAY, B. (1971), Chayanov and the Theory of Peasantry as a Specific Type of Economy", *Peasants and Peasant Societies* (Shanin, T. Ed.) (Penguin, Harmondsworth) 150-160.
- KOEBBEN, A. (1956), Le planteur noir, *Etudes Eburnéennes*, **5** (1956) 7-185.
- KROEBER, A.L. (1948), "Anthropology" (Harcourt, Brace, New York).
- LAUR, E. (1904), "Landwirtschaftliche Buchhaltung für bäuerliche Verhältnisse", (Wirz, Aarau).
- MARX, K. (1852), "Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte" (trad. en français, Editions sociales, Paris).
- (1859), "Zur Kritik der politischen Ökonomie" (trad. en français, Editions sociales, Paris).
- MEILLASSOUX, C. (1964), "Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire". De l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale (Mouton, Paris/La Haye).
- (1973), The Social Organisation of Peasantry: The Economic Basis of Kinship, *J. of Peasant Soc.*, **I**/1 (1973) 81-90.

- MENDRAS, H. (1967), "La fin des paysans" (S.E.D.E.I.S., Paris).
– (1976), "Sociétés paysannes. Eléments pour une théorie de la paysannerie" (Armand Colin, Paris).
PELISSIER, P. (1966), "Les paysans du Sénégal" (Fabrègue, St. Yrieix).
POLANYI, K. (1957), The Economy as Instituted Process, *Trade and Markets in the Early Empires* (Polanyi, Glencoe) 243-270.
REDFIELD, R. (1956), "Peasant Society and Culture" (University of Chicago Press).
SAHLINS, M. (1976), "Age de pierre, âge d'abondance". L'économie des sociétés primitives (Gallimard, Paris).
SAUL, S. & WOODS, R. (1971), African Peasantries, *Peasants and peasant societies* (Shanin, T. Ed.) (Penguin, Harmondsworth) 103-114.
SAWADOGO, A. (1977), "L'agriculture en Côte d'Ivoire" (PUF, Paris).
SERVOLIN, C. (1972) : L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, L'univers politique des paysans (Armand Colin, Paris) 41-77.
SHANIN, T. (1972), "The Awkward Class". Political Sociology of Peasantry in a Developing Society. Russia 1910-1925 (Clarendon Press, Oxford).
– (1973), The Nature and Logic of Peasant Economy, *The J. of Peasant Soc.*, I/1 (1973) 63-80.
SJOEBERG, G. (1967), The Preindustrial City, *Peasant Society, A. Reader*, (Potter/Diaz/Foster, Eds.) (Little, Brown, Boston).
TEPICHT, J. (1973), "Marxisme et agriculture. Le paysan polonais" (Armand Colin, Paris).
THORNER, D. (1962), Peasant Economy as a Category in Economic History", *Deuxième conférence Internationale d'Histoire Economique, Aix-en-Provence*(Mouton, Paris/La Haye) 287-300.
WOLF, E.R. (1966), "Peasants" (Prentice-Hall, Englewood Cliffs, NJ).

